



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations de la Loire**

Service Environnement et Prévention des risques
10 rue Claudius Buard
Immeuble Le Continental
42000 St Etienne

St Etienne, le 05/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROVALT JURA

1131 impasse Les Liambottes
42120 Perreux

Code AIOT : 0054200494

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2025 dans l'établissement **PROVALT JURA** implanté 1131 impasse Les Liambottes 42120 Perreux. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROVALT JURA
- 1131 impasse Les Liambottes 42120 Perreux
- Code AIOT : 0054200494
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement de collecte de cadavre et de sous produits d'origine animale de catégorie 3.
L'ensemble des sous-produits sont collectés sur site puis transportés vers le site de SAINT-AMOUR en vue de leur traitement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Fluides frigo/SAO/GESF
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un affichage des consignes de sécurité et du plan d'évacuation devra être mis en place au niveau du bureau et des vestiaires.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Aire de lavage	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 4	Sans objet
2	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 5	Sans objet
3	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 6	Sans objet
4	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 7	Sans objet
6	Réception des sous-produits d'origine animale.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11	Sans objet
7	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 12	Sans objet
8	Stockage	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 13	Sans objet
9	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15	Sans objet
10	Eaux pluviales et eaux ayant été en contact avec les sous-produit...	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 18	Sans objet
11	Prélèvements et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 21	Sans objet
12	Traitement des effluents et conditions de rejets.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 24	Sans objet
13	AIR	Arrêté Ministériel du 17/07/2019, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Établissement fonctionnel, propre et très bien entretenu.
L'aire de lavage va être renouvelée en 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Le site doit être clos par un matériel résistant sur une hauteur minimale de 2 mètres interdisant toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutes les opérations ayant lieu au sein de l'installation doivent être soustraites à la vue du public ; des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
Constats : Le site est entièrement clos. Conforme aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Un panneau de signalisation et d'information en matériaux résistants est placé à proximité immédiate de l'entrée principale. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes : (désignation de l'installation) Dépôt de sous-produits d'origine animale (ou intitulé exact des sous-produits entreposés) soumise à autorisation au titre de l'article L. 512-2 du code de l'environnement Autorisation préfectorale n° ... du (date) raison sociale, adresse ACCES INTERDIT SANS AUTORISATION
Constats : Conforme aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site doit être conçue pour qu'aucun véhicule souillé ne quitte le site sans avoir reçu un lavage approprié. Le plan de circulation à l'intérieur du site doit être affiché et les moyens de surveillance doivent

être mis en oeuvre pour contrôler à tout moment les entrées et sorties.
Constats : Conforme aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'exploitation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement ...).
Constats : L'installation est très bien entretenue et maintenue propre en permanence. Prescriptions respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aire de lavage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Le sol des voies de circulation et de garage autres que les voies liées au parking des véhicules après lavage et désinfection doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.
Constats : L'aire de lavage des véhicules nécessite une reprise d'étanchéité en surface. Les travaux sont prévus sur 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La réception des travaux devra être communiquée à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 6 : Réception des sous-produits d'origine animale.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Réceptions produits

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de réception et de stockage des " sous-produits d'origine animale " doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement. Les opérations de dépotage ne s'effectuent pas à l'air libre.</p> <p>Les surfaces de réception sont étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des " sous-produits d'origine animale " ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 27.</p> <p>Ces aires doivent également être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des sous-produits d'origine animale ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 27.</p>
<p>Constats :</p> <p>La réception et le "stockage" des sous-produits d'origine animale " se fait sous bâtiment fermé avec porte sectionnelle télécommandée par les chauffeurs.</p> <p>Après accès au niveau 1 par une rampe, le dépotage se fait dans des trémies dirigeant directement les sous-produits dans un camion benne stationné en dessous (niveau -1).</p> <p>Les surfaces de réception sont étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement du premier rinçage sont collectés et dirigés vers une cuve de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Stockages.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux de stockage des sous-produits d'origine animale doivent être construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter, sur toute leur hauteur.</p> <p>Le sol doit être étanche, résistant au passage des équipements et véhicules permettant le déchargement des sous-produits d'origine animale et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.</p> <p>Les locaux doivent être correctement éclairés et permettre une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur.</p>
<p>Constats : Prescriptions respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le délai de stockage ne doit pas dépasser 24 heures avant départ du site.</p> <p>Ce délai pourra être allongé si la totalité des " sous-produits d'origine animale " est maintenue à une température inférieure à + 7°C.</p> <p>La capacité des locaux doit être compatible avec la durée maximale de stockage et permettre une</p>

augmentation de 24 heures de ce délai.
Constats : Le délai de stockage est inférieur à 24 heures. Le site ne conserve pas de sous-produit sous régime de froid. Les bennes une fois chargées sont re-dirigées vers le site du groupe PROVALT JURA de SAINT-AMOUR (39160) pour y être traitées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockages.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol et en particulier l'unité de stockage des eaux ayant été en contact avec les sous-produits d'origine animale est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir.</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>

Constats :
Stock de produits de désinfection stocké sur rétention dans le local technique
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Eaux pluviales et eaux ayant été en contact avec les sous-produit...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux
Prescription contrôlée : Les différents effluents sont traités de la façon suivante : - les eaux pluviales non souillées sont rejetées dans le milieu naturel ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe ; - les eaux ayant été en contact avec des sous-produits d'origine animale ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par ces matières doivent être traitées conformément aux dispositions de l'article 27 ; - les autres eaux devront être épurées lorsqu'un traitement est nécessaire au respect des valeurs limites imposées au rejet et définies à l'annexe I.
Constats : - Les eaux pluviales non souillées sont rejetées dans le milieu naturel après passage par un séparateur à hydrocarbure qui est vidangé et nettoyé deux fois par an par l'entreprise BIAJOUX . - Les eaux de process ayant été en contact avec des sous-produits d'origine animale sont stockées dans une cuve pour être ensuite transportées vers le site de SAINT-AMOUR pour traitement. - Les eaux des vestiaires et sanitaires sont dirigées vers une fosse toutes eaux avec épandage en épis. La fosse est vidangée une fois par an par la société BIAJOUX. A noter : opération annuelle d'hydrocurage des réseaux avec passage d'un furet (société BIAJOUX).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prélèvements et consommation d'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux
Prescription contrôlée : En cas de raccordement sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés à partir d'un réseau public sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement.
Constats : L'installation est raccordée exclusivement au réseau public. L'installation est équipée d'un dispositif de disconnexion qui est remplacé chaque année par un neuf. Les volumes d'eau utilisés à partir du réseau public sont mesurés au compteur et enregistrés chaque semaine.

<p>Consommation moyenne de 18 m3/semaine. Consommation totale 2024 : 475 m3. A noter : avec la reprise de l'activité "Cadavre" depuis le 01/01/2025, ces volumes devraient augmenter.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
N° 12 : Traitement des effluents et conditions de rejets.
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques ...</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan de tous les réseaux est disponible et à jour. Présence de deux plaques d'obturation magnétiques permettant de rendre hermétique les grilles de regard.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : AIR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/07/2019, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Gaz frigorigène
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n° 517/2014 :</p> <p>« - soit par une des méthodes de mesures directes définie à l'article 2 du présent arrêté ; « - soit par une des méthodes de mesures indirectes définie à l'article 2 du présent arrêté. « Les contrôles d'étanchéité périodiques réalisées par une méthode de mesure directe sont réalisés sur les parties décrites à l'article 4 du règlement (CE) n° 1516/2007 susvisé. « Lors des contrôles d'étanchéité périodiques réalisés par une méthode de mesure indirecte, l'opérateur effectue un contrôle visuel et manuel de l'équipement et analyse l'un ou plusieurs des paramètres suivants :</p> <p>« a) La pression ; « b) La température ; « c) Le courant du compresseur ; « d) Les niveaux de liquides ; « e) Le volume de la quantité rechargée. « Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser, conformément à l'article 3 (CE) 1516/2007, par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité, la vérification des fiches d'intervention de l'équipement prévues à l'article R. 543-82 du code de l'environnement. »</p>
Constats : Les groupes froids ont été démantelés le 29/02/2016.
Type de suites proposées : Sans suite